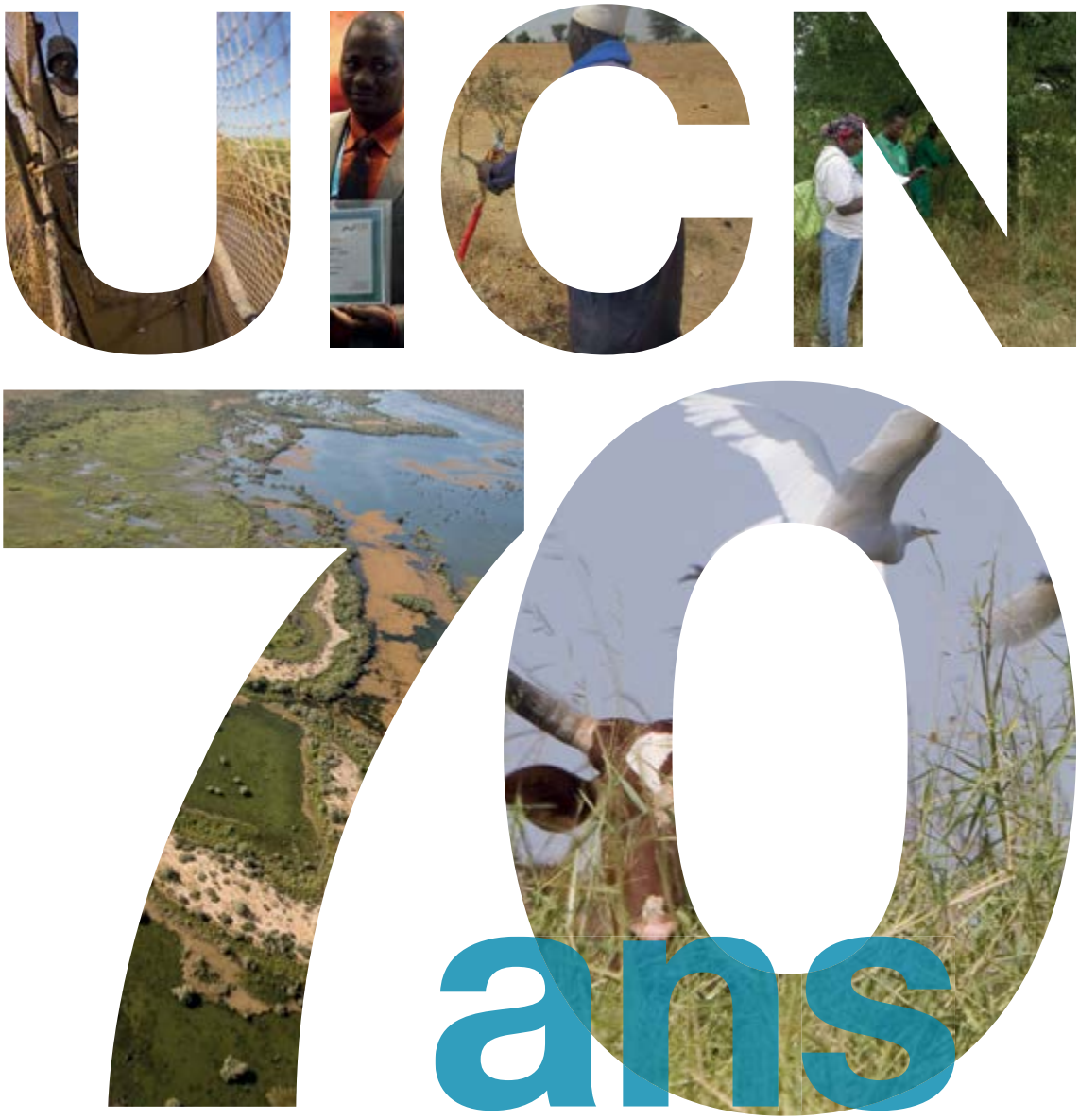
UICN

Unis pour le développement et la vie



UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE

AFRIQUE CENTRALE ET OCCIDENTALE

BUREAU RÉGIONAL

RAPPORT ANNUEL 2018

AFRIQUE CENTRALE ET OCCIDENTALE
BUREAU RÉGIONAL

RAPPORT ANNUEL 2018

La terminologie géographique employée dans cet ouvrage, de même que sa présentation, ne sont en aucune manière l'expression d'une opinion quelconque de la part de l'UICN sur le statut juridique ou l'autorité de quelque pays, territoire ou région que ce soit, ou sur la délimitation de ses frontières.

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de l'UICN.

Publié par : UICN - Bureau Régional, Programme Afrique Centrale et Occidentale (PACO)

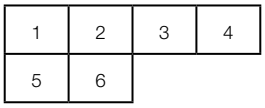
Droits d'auteur : © 2019 UICN, Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources

La reproduction de cette publication à des fins non commerciales, notamment éducatives, est permise sans autorisation écrite préalable du [des] détenteur[s] des droits d'auteur à condition que la source soit dûment citée.

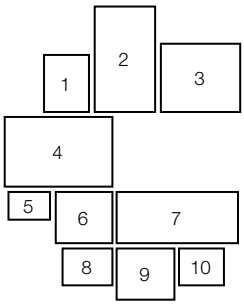
La reproduction de cette publication à des fins commerciales, notamment en vue de la vente, est interdite sans autorisation écrite préalable du [des] détenteur[s] des droits d'auteur.

Citation : UICN-PACO (2019). Rapport annuel 2018. Ouagadougou, Burkina Faso : UICN. 36 pp

Crédits photos : Couverture :



1ère de couverture :
1, 5 & 6 : © Hellio & Van Ingen, 2, 3 & 4 : © UICN



4ème de couverture :
1, 2, 9 : © Hellio & Van Ingen, 4 : © A Rocha Ghana,
3, 5, 6, 7, 8, 10 & 11 : © UICN

Intérieur :
p6, p20, p22, p23, p24, p30 : © Hellio & Van Ingen
p5, p10, p11, p12, p13, p16, p22, p23, p24, p25 : © UICN

Mise en page : S. Zida

Disponible auprès de : Bureau Régional
Programme Afrique Centrale et Occidentale (PACO)
01 BP 1618 Ouagadougou 01
Burkina Faso
Tél. : +226 25 40 99 42
E-mail : paco@iucn.org
www.iucn.org/fr/regions/afrique-centrale-et-occidentale
www.iucn.org/resources/publications

TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES 2

I. MESSAGE DU DIRECTEUR RÉGIONAL 5

II. L'UICN EN UN CLIN D'ŒIL 7

III. ORIENTATION STRATÉGIQUE 8

IV. PRINCIPALES RÉALISATIONS 10

A. Valoriser et conserver la nature 10

B. Promouvoir et soutenir une gouvernance efficace et équitable des ressources naturelles 14

C. Déployer des solutions fondées sur la nature pour relever les enjeux de la société 16

V. MEMBRES ET EXPERTS DES COMMISSIONS 18

VI. IMPLICATION DES MEMBRES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME 19

VII. ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS 21

VIII. SITUATION FINANCIÈRE EN 2018 26

IX. RESSOURCES HUMAINES 27

X. PARTENARIATS STRATÉGIQUES 28

XI. PUBLICATIONS ET AUTRES PRODUITS 29

ACRONYMES

ABN :	Autorité du Bassin du Niger
ABV :	Autorité du Bassin de la Volta
ADM :	Analyse des Marchés
AGED :	Association pour la Gestion de l'Environnement et le Développement
AGEREF/CL :	Association inter villageoise de Gestion des Ressources Naturelles et de la Faune de la Comoé-Léraba
AGSAC :	Association pour la conservation des grands singes d'Afrique centrale
AME :	Accords Multilatéraux sur l'Environnement
AMP :	Aires Marines Protégées
ANPN :	Agence Nationale des Parcs Nationaux
BAD :	Banque Africaine de Développement
BEES :	Benin Environment and Education Society
BIOPAMA :	Programme pour la biodiversité et la gestion des aires protégées
BRICKS :	Projet de «Renforcement de la Résilience par le biais de Services liés à l'Innovation, à la Communication et aux Connaissances»
CAFER :	Centre d'Appui aux Femmes et aux Ruraux
CBLT :	Commission du Bassin du Lac Tchad
CEC :	Commission de l'Education et de la Communication
CEDEAO :	Communauté Economique Des États de l'Afrique de l'Ouest
CEPF :	Critical Ecosystem Partnership Fund
CEW :	Cameroon Environmental Watch
FCFA :	Franc de la Communauté financière africaine
CHF :	Franc Suisse
CILSS :	Comité Permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CITES :	La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CMAP :	Commission Mondiale des Aires Protégées
CPCS :	Cadre Permanent de Coordination et de Suivi
CREMA :	Zones de gestion des ressources communautaires
CSTT :	Civil Society Tracking Tool
CWCS :	Cameroon Wildlife Conservation Society
EFG :	Ecole de Faune de Garoua
FAO :	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM :	Fonds pour l'Environnement Mondial
FFEM :	Fonds Français pour l'Environnement Mondial
FODER :	Forêts et Développement Rural

FVC : Fonds Vert pour le Climat

GIRE : Gestion Intégrée des Ressources en Eau

GPPPAM : Global Partnership for Professionnalising Protected Area Management

GWP : Partenariat mondial pour l'eau

Ha : Hectare

IBAP : Institut de la Biodiversité et des Aires Protégées

IMET : Outil intégré sur l'efficacité de gestion (*Integrated Management Effectiveness Tool*)

MEOR : Méthodologie d'Évaluation des Opportunités pour la Restauration

MINEPAT : Ministère de l'Économie et de la Planification du Territoire

MINEPDED : Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable

MINFOF : Ministère des Forêts et de la Faune

MOLOA : Mission d'Observation du Littoral Ouest Africain

NATURAMA : Fondation des Amis de la nature

ODD : Objectifs de Développement Durable

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OSC : Organisation de la Société Civile

OSS : Observatoire du Sahara et du Sahel

PACO : Programme Afrique Centrale et Occidentale

PACOF-CC : Projet d'appui à l'adaptation des communautés Riveraines des Forêts au Changement Climatique

PAGE : Partenariat pour la gouvernance environnementale en Afrique de l'Ouest

PDE : Plans de Développement d'Entreprise

PPI : Programme de Petites Initiatives

PTR : Programmes thématiques régionaux

RASTOMA : Réseau Tortues Marines d'Afrique centrale

RECONNECT : Restoring Ecological Corridors in the Mayo-Kebbi Quest, Chad, to Support Multiple Land and Forest project

RNA : Régénération Naturelle Assistée

SMART : Spatial Monitoring and Reporting Tool

TNS : Tri-national de la Sangha

TRAFFIC : Réseau de surveillance du commerce de faune et de flore sauvages

UEMOA : Union économique et monétaire ouest-africaine

UICN : Union internationale pour la conservation de la nature

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

WAP : Complexe du W-Arly-Pendjari

SPAIN
PORTUGAL
TUNISIE
MALTA
MAROC
ALGÉRIE
LIBYE
ÉGYPT
SAHARA OCCIDENTAL
MAURITANIE
MALI
NIGER
TCHAD
CAP VERT
SÉNÉGAL
GAMBIE
GUINÉE BISSAU
GUINÉE
SIERRA LEONE
LIBÉRIA
CÔTE D'IVOIRE
BURKINA FASO
GHANA
TOGO
BÉNIN
NIGÉRIA
CAMEROUN
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
GUINÉE ÉQUATORIALE
SAO TOME & PRINCIPE
GABON
CONGO
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
BURUNDI
AFRIQUE
ANGOLA
ZAMBIE
NAMIBIE
BOTSWANA
AFRIQUE DU SUD
OCÉAN ATLANTIQUE

MESSAGE DU DIRECTEUR RÉGIONAL

L'année 2018 a été marquée par la célébration du 70ème anniversaire de l'UICN, l'Union internationale pour la conservation de la nature. En tant qu'Union de Membres comprenant des États, des Agences gouvernementales, des ONG nationales et internationales, l'UICN, à travers des initiatives innovantes et la mobilisation des acteurs de la région, a marqué de son empreinte la dynamique de la conservation en Afrique centrale et occidentale.

Le contexte régional actuel est caractérisé par la faible efficacité de gestion des ressources naturelles, accentuée par les crises socio-politiques et l'insécurité.
En dépit de cette situation extrêmement instable, l'UICN, grâce à la mise en œuvre efficiente de ses programmes quadriennaux, continue d'impacter positivement la conservation de la nature dans notre région.

La particularité de l'UICN réside dans sa démarche «Un seul Programme». Cette démarche mobilise et implique l'ensemble des trois piliers de l'Union dans la région constitués de Membres, d'experts de Commissions et du Secrétariat pour la mise en œuvre de ses programmes quadriennaux. Le savoir-faire délivré par les Membres, les Commissions, et les partenaires techniques et financiers permettent à l'UICN d'apporter des réponses holistiques aux problématiques environnementales actuelles dans la région.

Pour rappel, le Programme de l'UICN 2017-2020 en cours de mise en oeuvre comprend trois domaines prioritaires : ① Valoriser et conserver la nature ; ② Promouvoir et soutenir une gouvernance efficace et équitable des ressources naturelles et ③ Déployer des solutions fondées sur la nature pour relever les enjeux de la société.

Ce rapport annuel d'activités met en lumière les réalisations de l'UICN et ses partenaires dans la région durant l'année 2018.

Je vous en souhaite une très bonne lecture.

Aliou FAYE

Directeur Régional

L'UICN EN UN CLIN D'ŒIL

L'UICN est une union de Membres composée de gouvernements et d'organisations de la société civile. Elle offre aux organisations publiques, privées et non-gouvernementales les connaissances et les outils nécessaires pour que le progrès humain, le développement économique et la conservation de la nature se réalisent en harmonie.

Créée en 1948, l'UICN s'est agrandie au fil des ans pour devenir le réseau environnemental le plus important et le plus diversifié au monde.
Elle compte avec l'expérience, les ressources et le poids de ses plus de 1300 organisations Membres et les compétences de ses plus de 10 000 experts. Elle est l'un des principaux fournisseurs de données, d'évaluations et d'analyses sur la conservation. Sa taille lui permet de jouer le rôle d'incubateur et de référentiel fiable de bonnes pratiques, d'outils et de normes internationales.

L'UICN offre un espace neutre où diverses parties prenantes – gouvernements, ONG, scientifiques, entreprises, communautés locales, groupes de populations autochtones, organisations caritatives et autres – peuvent travailler ensemble pour élaborer et mettre en œuvre des solutions pour lutter contre les défis environnementaux et obtenir un développement durable.

Travaillant de concert avec de nombreux partenaires et soutiens, l'UICN met en œuvre un portefeuille vaste et divers de projets liés à la conservation dans le monde. Associant les connaissances scientifiques les plus pointues et le savoir traditionnel des communautés locales, ces projets visent à mettre un terme à la disparition des habitats, à restaurer les écosystèmes et à améliorer le bien-être des populations.

www.iucn.org/fr
https://twitter.com/IUCN/

ORIENTATION STRATÉGIQUE

Les politiques et stratégies de conservation et de gestion durable en Afrique centrale et occidentale empruntent désormais une perspective transfrontalière. Elles se focalisent sur des investissements conséquents pour mobiliser les États et les institutions régionales autour de la conservation et de la gestion durable des écosystèmes transfrontaliers. Cette démarche répond aux défis actuels et requiert une action coalisée entre les acteurs dans les efforts de conservation et de gestion durable du capital naturel de la région. Elle permet par ailleurs de réduire ou d'éliminer la fragmentation et le cloisonnement des stratégies et des actions entre les pays et entre les acteurs.

Pour les acteurs de la conservation, il devient impératif de clarifier, d'adapter ou de renouveler le paradigme d'actions ainsi que les cadres stratégiques et approches de déploiement sur le terrain. La demande est de plus en plus croissante et pressante pour des stratégies intégrées, ambitieuses et résolument orientées vers des résultats et impacts mesurables et résultant en des changements transformationnels.

Les nouveaux mécanismes de financement sont désormais orientés vers des dynamiques transformelles transfrontalières et sur des grandes échelles. Ils s'intéressent davantage aux initiatives intégrées d'envergure qui proposent des approches innovantes pour faire face à la complexité et à l'imbrication des défis. Il y a un intérêt manifeste des bailleurs de fonds pour financer les programmes environnementaux et de développement durable dans la région. Et l'UICN, se positionne comme une des organisations de choix pour accompagner la mise à l'échelle de la conservation. Cela représente une opportunité certaine pour l'Union.

Le Programme Afrique centrale et occidentale (PACO) de l'UICN est une unité d'implémentation de la mission et de la vision de l'UICN au niveau régional. À travers ses Programmes thématiques, ses Programmes Pays et initiatives multi-pays, le PACO intervient dans 21 des 25 pays de l'Afrique occidentale et centrale. Ainsi, la configuration générale du PACO comprend :

- **Quatre programmes pays :** Burkina Faso ; Cameroun ; Guinée-Bissau ; et Sénégal.
- **Quatre programmes thématiques régionaux (PTR) :** Aires Protégées et biodiversité, basé à Ouagadougou ; Conservation des forêts, basé à Yaoundé ; Marin et Côtier, basé à Dakar ; et Eaux et Zones Humides, basé à Ouagadougou.
- **Quatre bureaux de projets :** Ghana, Mali, Mauritanie et République Démocratique du Congo.

L'action du PACO durant l'année 2018 est mise en œuvre en contribution au Programme de l'UICN 2017-2020, validé par l'Assemblée des Membres en 2016 lors du Congrès Mondial de la Nature à Hawaii, aux États Unis. Ce cycle programmatique de 4 ans, bâti sur les trois piliers intimement en phase avec l'Agenda 2030 pour le développement durable, constitue le socle de la stratégie d'intervention de l'ensemble de l'UICN.

Le PACO travaille et apporte une contribution remarquable à différentes échelles :

- Au niveau des écosystèmes transfrontaliers : le PACO renforce la conservation et la gestion durable des ressources naturelles autour d'écosystèmes transfrontaliers majeurs d'Afrique Centrale et Occidentale, dont : le Bassin du Congo, le Bassin du Lac Tchad, le Complexe du W-Arly-Pendjari (WAP), le Bassin du Niger, le Bassin de la Volta, le Massif du Fouta Djallon, le Bassin de la Mano, le Bassin du Mono, le Complexe d'aires protégées transfrontalières Ponasi-Mole-Comoe, le Tri-national de la Sangha, le paysage transfrontalier Dja-Odzala-Minkébé, etc.
- Au niveau des pays, l'UICN est engagée dans la facilitation et l'appui aux dynamiques nationales. Elle accompagne et met en œuvre des initiatives concrètes de conservation et de gestion durable des ressources naturelles, aussi bien à l'échelle régionale que dans des paysages à l'intérieur des pays.

Le déploiement du PACO positionne l'UICN comme un acteur clé en matière de conservation de la biodiversité et de gestion durable des ressources naturelles et d'écosystèmes.
Ses actions contribuent aux Objectifs de Développement Durable (ODD) et aux objectifs d'Aichi.

Figure 1 : Cadre du Programme de l'UICN 2017-2020

PRINCIPALES RÉALISATIONS

A. Valoriser et conserver la nature

La dégradation des forêts et des terres constitue aujourd'hui un sérieux problème en Afrique Occidentale et Centrale. Cette dégradation est définie comme un déclin persistant des biens et services fournis par les écosystèmes, notamment les biens et services biologiques liés à l'eau et ceux liés aux services sociaux et économiques. Dans la région, l'UICN appuie les structures œuvrant dans le cadre de la conservation des ressources naturelles, à travers la génération et la mise à disposition de connaissances crédibles et fiables.

• Mise à disposition d'outils de connaissances sur l'état de la biodiversité

Des outils de diagnostics sur l'état de la biodiversité ont été mis à disposition, utilisés, analysés et diffusés. L'UICN, à travers la Méthodologie d'Évaluation des Opportunités pour la Restauration (MEOR) a collecté des données, produit et mis à la disposition d'acteurs, des connaissances comme outil d'aide à la décision pour l'identification de mesures efficaces de conservation de la biodiversité. Des équipes formées ont mis en œuvre la MEOR dans quatre paysages transfrontaliers (Libéria, Côte d'Ivoire, Sierra Leone et Guinée).

Avec l'appui de l'UICN, quelques pays (Sénégal, Cameroun), ont entamé l'élaboration de la Liste Rouge des espèces et de la Liste Rouge des écosystèmes. Ces outils qui produisent des données, des connaissances et des informations sur le statut de la biodiversité contribuent aux prises de décisions.

Formation RFP/MEOR au Niger

Dans le cadre du projet d'amélioration des connaissances sur le Bassin du Lac Tchad, l'UICN a produit des données actualisées sur les grands et moyens mammifères, l'avifaune, l'ichtyofaune, la flore ligneuse et la situation socio-économique des parties camerounaise et tchadienne du lac. Ces données ont été mises à la disposition de l'UNESCO, de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et de l'ensemble des acteurs de la région pour être utilisées dans les stratégies de conservation du bassin.

• Mise en place et appui aux structures pour une gouvernance efficace des ressources naturelles

L'UICN s'est engagée à la mise en place de structures appropriées et à leur accompagnement pour assurer une gouvernance efficace des ressources naturelles en Afrique centrale et occidentale. En ce qui concerne la gestion des

ressources en eau par exemple, l'Afrique de l'Ouest est dans un processus régional de gestion intégrée, qui s'est traduit par l'installation, sous l'égide de la CEDEAO, d'un Cadre Permanent de Coordination et de Suivi (CPCS) de la GIRE. Avec l'appui de l'UICN, la CEDEAO s'est par ailleurs dotée d'un dispositif de suivi-évaluation de la politique régionale des ressources en eau de l'Afrique de l'Ouest, assorti d'un plan d'action. Ce dispositif devrait améliorer la documentation des progrès réalisés vers l'atteinte des résultats et favoriser l'accomplissement de la mission du CPCS en matière de gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest.

• Développement et renforcement des capacités des acteurs

L'UICN a renforcé les capacités des acteurs de la gestion des ressources naturelles et de la conservation (experts, enseignants, étudiants, membres de groupements de femmes et de jeunes). Ceci dans le but de contribuer à influencer efficacement les décisions en matière de gestion des aires protégées et de leurs zones périphériques, aux niveaux local, national, voire régional. Au total, près de **3 865 acteurs issus de la région entière** ont été formés sur divers thèmes liées à la conservation des ressources naturelles.

Par ailleurs, en collaboration avec ses partenaires, l'UICN a aussi travaillé à l'encrage de l'éducation environnementale, notamment dans les écoles. C'est ainsi qu'en partenariat avec l'université Senghor, les ministères en charge de l'éducation nationale de **4 pays** (Guinée-Bissau, Guinée, Mauritanie et Sénégal) des outils pédagogiques pour l'introduction de l'éducation à l'environnement dans les curricula ont été développés et validés. Les contenus des outils élaborés portent sur l'exploitation durable des forêts, l'extraction du sable marin et l'érosion, la pêche durable et l'exploitation des ressources naturelles, la gestion des déchets, les attitudes et comportements à adopter pour préserver et restaurer les écosystèmes dégradés.

Des **centaines d'écoles** ont expérimenté l'introduction de ces outils dans les enseignements : **plus de 120 écoles** réparties sur tout le territoire national en Guinée, **40 écoles de la Wilaya de Nouakchott** en Mauritanie et 150 écoles de l'hinterland en Guinée-Bissau. Au Sénégal, des connaissances ont été générées et diffusées auprès **d'au moins 2900 écoles**, visant l'amélioration de la compréhension des bénéficiaires sur les écosystèmes, la biodiversité, les changements climatiques, la conservation et la restauration des écosystèmes. Il s'agit notamment d'un **film pédagogique** sur l'érosion côtière ; d'**affiches** sur la propreté du milieu, la déforestation et l'érosion côtière ; d'une **bande dessinée** sur l'extraction du sable marin et l'érosion côtière ; et d'un **recueil de fiches pédagogiques.**

Pour lutter contre le trafic des espèces, **100 agents** ont vu leurs capacités renforcées. L'UICN a accompagné et appuyé les ministères en charge de la gestion de la faune, la justice, la police, la gendarmerie, la douane et Interpol sur divers domaines : ❶ les techniques d'identification des produits de la faune sauvage, ❷ le système d'information sur le commerce des produits des espèces sauvages, ❸ la structure et le fonctionnement de la CITES et, ❹ les techniques d'enquête criminelles en matière de faune. Cet accompagnement a eu pour résultat une amélioration de l'efficacité dans la lutte contre la criminalité environnementale.

Maitres et modérateurs scolaires formés, commune de Djilor, Sénégal

• Appui aux entreprises locales de filières porteuses de valorisation des ressources naturelles

L'UICN a également diffusé et facilité la mise en pratique de l'approche Analyse des Marchés (ADM), alternative pour les petites entreprises rurales en matière de valorisation des ressources. L'objectif de cette approche est d'aider les communautés rurales à créer des entreprises qui généreront et amélioreront leurs revenus tout en garantissant une gestion durable des ressources forestières. Au total, 3 groupements de femmes/jeunes ont été appuyés à l'élaboration de Plans de Développement d'Entreprises (PDE) pour les principales filières locales porteuses.

Formation GIE femmes Moudéri sur ADM

• Soutien à l'application efficace des lois et des politiques

L'UICN a appuyé l'élaboration et l'application de plusieurs politiques nationales (cadres législatifs et institutionnels, lois) appropriées en matière de gestion des ressources naturelles. Elle a aussi poursuivi son accompagnement à l'application des lois et qui portent actuellement des fruits.
À cet effet, cet appui a aidé à atteindre les résultats suivants :

➔ **Lois en vigueur dans la lutte contre le braconnage** : l'UICN en Guinée Bissau a accompagné l'application de ces lois à travers des formations et la mise à disposition d'équipements. Des appuis logistiques dans quelques parcs ont été apportés au personnel des services de conservation des aires protégées. Cela a renforcé les capacités d'intervention dudit personnel et une plus grande présence des éco-gardes sur le terrain dans les opérations de contrôle et de surveillance des aires protégées.

Cette opération a permis : ❶ **l'effectivité de l'application de la loi** sur une étendue de plus de **400.000 ha**, ❷ **l'arrestation de nombreux braconniers** et leur traduction en justice, ❸ **la saisie des provisions du braconnage**, ainsi que d'équipements de braconniers, ❹ **l'augmentation des efforts de patrouille** au niveau des éco-gardes, ❺ **l'amélioration de l'efficacité de gestion** de ces aires protégées, ❻ **la réduction du braconnage** et la stabilisation et **l'augmentation de la population de la faune sauvage** dans ces aires protégées.

De plus, en collaboration avec le Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF) du Cameroun, l'UICN a entrepris un processus de révision de la stratégie nationale de lutte anti-braconnage pour y inclure de nouveaux enjeux tels que d'une part, le renforcement de l'implication de certains acteurs (forces de l'ordre, agence national d'investigation financière, douaniers, etc.), et d'autre part, la prise en compte de la croissance des actions criminelles dans le braconnage.

Cette stratégie, désormais dénommée «Stratégie de lutte contre la criminalité faunique» a été adoptée en 2018 et permet au Cameroun d'apporter une réponse forte à la question de la criminalité faunique et cela aux niveaux politique, stratégique et opérationnelle.

- ➔ **Décret de loi sur la Stratégie Nationale de l'Écotourisme** : l'UICN en Guinée Bissau a appuyé la validation et la promulgation de la Stratégie Nationale sur l'Écotourisme en collaboration avec des partenaires clés (Ministère du Tourisme, Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire, Secrétariat d'État à l'Environnement, IBAP, Mairie de Bissau).
- ➔ **Politique nationale de gestion des zones humides du Niger** : l'UICN a appuyé l'actualisation de cette politique qui répond désormais aux obligations du Niger concernant la Convention Ramsar et aux autres Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME).
- ➔ **Politique nationale de l'eau de la République de la Guinée** : l'UICN a aussi œuvré à l'adoption de cette politique qui encadre, à travers des principes clairs de gestion, des objectifs et des orientations politiques fortes, les actes et les interventions de tous les acteurs du secteur de l'eau, sur le terrain du développement socioéconomique et environnemental.

Marquage de zones pivot à Nioro du Rip, Sénégal

• Promotion des initiatives locales de conservation pour le bien-être des communautés

L'UICN a travaillé à préserver les ressources et à gérer les habitats naturels de manière durable pour maintenir les moyens de subsistance des communautés. Ainsi, l'Union a soutenu des mesures de conservation (reforestation, utilisation de meilleures pratiques agricoles) et qui préservent la biodiversité (cordons pierreux, semis directs, greffages, régénération naturelle assistée et reboisement). Cela a permis la restauration de terres dégradées (**60 ha** au Burkina Faso), la récupération et l'enrichissement de **6 parcs à karité**, la libération et l'enrichissement des berges de cours d'eau. Près de **23 000 plants** ont été produits et mis en terre pour la restauration des forêts galeries sur les sites du PAGE au Burkina Faso, au Niger, au Sénégal et au Ghana.

L'UICN a aussi contribué à réduire l'empreinte des éleveurs sur la dégradation des ressources en agissant sur la gouvernance des systèmes pastoraux, ainsi qu'à l'amélioration de leurs moyens d'existence. Pour illustrer cela, notons que **4 000 ha de zones de pâturage enrichies** ont été délimitées et sécurisées dans la commune de Pétté au Cameroun.

Au total, **840 jeunes** ont été formés et insérés dans le **circuit professionnel**. En termes de changement déjà perceptible, on note l'augmentation des revenus (qui ont doublé et parfois triplé) de ces jeunes et l'abandon des activités illicites au profit de l'utilisation durable et la valorisation des ressources naturelles.

B. Promouvoir et soutenir une gouvernance efficace et équitable des ressources naturelles

• Mise à disposition d'outils pour une gouvernance efficace des ressources naturelles

Un outil d'évaluation de l'efficacité de la gouvernance des ressources naturelles a été élaboré par l'UICN au Burkina Faso. En fonction du niveau de risques environnementaux et sociaux, l'outil oblige les promoteurs à développer et mettre en œuvre un plan de gestion pour la réduction au minimum de l'empreinte écologique et sociale d'un projet/programme. Appliqué dans **53 microprojets** mis en œuvre par les organisations de la société civile et les collectivités territoriales, cet outil, a aussi permis d'élaborer des plans de gestion environnementale.

Le programme thématique Régional Aires Protégées de l'UICN appuie les acteurs locaux par des financements, des formations, la mise à disposition d'outils et de solutions (PPI, RECONNECT, BIOPAMA, BRICKS), des actions de concertation (RECONNECT), du suivi & évaluation, de la communication et de la capitalisation des initiatives (BRICKS, BIOPAMA). Des informations sur les structures organisationnelles de **45 ONG bénéficiaires de subventions** du programme FFEM-PPI ont été collectées dans 11 pays à l'aide de l'outil CSTT (Civil Society Tracking Tool), proposé par le CEPF (Critical Ecosystem Partnership Fund). Cette base de données permettra d'optimiser le renforcement organisationnel et institutionnel de ces organisations en 2019 afin d'accroître leur durabilité et leur efficience.

L'UICN a également mis en place un outil de suivi de la gouvernance des ressources halieutiques et de la sécurité en mer. L'utilisation de l'outil a été mise à l'échelle, après une phase pilote.
Des résultats probants sont visibles, notamment :

- ➔ le suivi de l'adéquation du déplacement des navires semi-industriels (rougettiers) par rapport aux réglementations de pêche en vigueur ;
- ➔ la détermination des empiètements et des activités de pêches effectués au sein des Aires Marines Protégées (AMP) par les navires semi-industriels et pirogues artisanales afin d'appuyer la surveillance de l'AMP et la conservation des écosystèmes ;
- ➔ la catégorisation des zones et des types de pêche en fonction des modèles de pirogues utilisés (scène tournante, ligne simple, ligne glacière, etc.) ;
- ➔ la détermination exacte des zones de pêche des pirogues en vue de situer la ressource et d'élaborer des mesures d'aménagement.

Aussi, dans le cadre du projet MIKES, **16 cadres** des AP (Bénin, Burkina Faso et Niger) ainsi que **10 éco gardes du Bénin et 10 du Niger** ont été formés à l'utilisation de l'outil de suivi spatial et de rapportage (SMART-Spatial Monitoring and Reporting Tool) visant à renforcer la lutte contre le braconnage dans le complexe transfrontalier W-Arly-Pendjari.

De plus, le programme BIOPAMA a appuyé l'analyse des données IMET nationales au Burundi. Ce qui a abouti à la production d'un plan national de renforcement de l'efficacité de gestion qui a d'ores et déjà reçu le soutien de bailleurs pour sa mise en œuvre.

• Renforcement des cadres de gouvernance des ressources naturelles

L'UICN a mis en place un cadre de concertation et de dialogue autour de la problématique de l'intégration de l'industrie extractive dans les zones humides. Un état des lieux des zones humides et des industries extractives a été effectué et une feuille de route pour l'élaboration de lignes directrices pour l'intégration des industries extractives dans les zones humides adoptée.

L'UICN a également outillé plus de **3 165 personnes** sur diverses approches : ❶ l'engagement du secteur privé en général et le secteur extractif en particulier dans la conservation de la biodiversité et ❷ le code minier et autres outils de droit régissant l'exploitation minière en lien avec ses impacts sur l'environnement.

Le PACO a joué un rôle primordial dans l'opérationnalisation de dialogues transfrontaliers visant la gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes transnationaux. Pour exemple, **3 comités** ainsi que des cadres de concertation ont été **mis en place**, notamment dans l'espace de l'Union du Fleuve Mano, autour des aires protégées de Ziama-Diecke et du Monts Nimba en République de Guinée, et autour du Parc national de Gola en Sierra Leone.

Par ailleurs, l'UICN a mis à disposition des acteurs, des outils de gouvernance, d'aide à la décision et des cadres de dialogues multisectoriels pour faciliter la mise en œuvre efficace d'activités de conservation et de gestion durable des ressources naturelles. Au total, **4 cadres de dialogue transfrontalier** ont été établis dans les pays de l'Union du Fleuve Mano (Sierra Leone, Guinée, Côte-d'Ivoire et Libéria). Par ailleurs, **3 réseaux thématiques régionaux** ont bénéficié d'appuis institutionnel, organisationnel et/ou thématique, notamment :

- ➔ le réseau Tortues Marines d'Afrique centrale (RASTOMA) appuyé par les programmes PPI et BIOPAMA pour inclure la **conservation des sites de fréquentation de tortues marines dans le plan de convergence forestière** de la COMIFAC ;
- ➔ l'association AGSAC pour la conservation des grands singes d'Afrique centrale a bénéficié de l'élaboration et de la mise en ligne de son **site web ainsi que de plusieurs formations** en communication ;
- ➔ un **réseau de 15 ONG locales** a été mis en place grâce à un appui du PPI et de BIOPAMA afin de faciliter des synergies dans les actions de conservation des tortues marines dans 6 pays d'Afrique de l'Ouest.

La réunion des ministres en charge de l'environnement des pays de la MOLOA, organisée en juillet 2018 par l'UICN et l'UEMOA, a abouti à la validation du bilan 2016 des Littoraux d'Afrique de l'Ouest. Ladite réunion avait été précédée d'une réunion des experts pour examiner et actualiser le bilan à soumettre aux ministres. Ceci est l'aboutissement d'un long processus entamé en 2007 et impliquant 11 pays côtiers dans une démarche d'harmonisation des cadres d'observation et d'aménagement du littoral côtier.

• Soutien aux services techniques en charge de l'eau

En collaboration avec des OSC, l'UICN au Burkina Faso, a outillé les services techniques centraux et déconcentrés en charge du développement rural et des associations intervenant dans le domaine de l'eau et de l'environnement sur
❶ le cadre politique de gestion des ressources en eau et ses instruments et outils de mise en œuvre,
❷ les conventions internationales ratifiées dans le domaine de l'eau et leur application,
❸ la loi d'orientation relative à la gestion de l'eau et ses textes d'application,
❹ les concepts et approches de gouvernance des ressources en eau.

C. Déployer des solutions fondées sur la nature pour relever les enjeux de la société.

• Promotion des solutions basées sur la nature

Des mécanismes de participation et d'habilitation des femmes, jeunes et hommes à la mise en œuvre des solutions basées sur la nature ont été testés dans les communes du Burkina Faso. Ainsi, dans la commune de Silly, une charte de gestion foncière a été élaborée et validée. Un mécanisme de participation à la valorisation des produits forestiers non ligneux et des technologies d'adaptation au changement climatique a été testé **dans 4 communes** de la région du Centre-Est du Burkina Faso.

L'Union a aussi mis à disposition, auprès de plus de **200 acteurs**, des outils méthodologiques et de connaissances pour le développement territorial intégrant la gestion des ressources naturelles y compris les risques écosystémiques et le marché. Dans ce cadre, un avant-projet de plan d'aménagement et de gestion territoriale a été développé et validé par les acteurs de la commune de Dori au Burkina Faso.

Marquage de zones pivot à Djilor, Sénégal

La pratique de la Régénération Naturelle Assistée (RNA) a aussi été diffusée par l'UICN comme solution basée sur la nature. À cet effet, les capacités de plusieurs producteurs ont été renforcées sur le marquage des zones pivot pour la mise en place de la bande en RNA. Cette initiative a démarré par une réalisation pilote dans les communes de Djilor et Nioro du Rip au Sénégal, sur une superficie de **32 ha**.

Dans le but de mettre en commun les données des forêts galeries et têtes de source en Afrique de l'Ouest, l'UICN a opérationnalisé l'outil Webmapping en collaboration avec l'ABN et l'ABV. Cette interface a permis aux organismes des bassins, de mettre en commun les données produites sur les forêts galeries et les têtes de source par l'ensemble des organismes de bassin d'Afrique de l'Ouest. Une mise à l'échelle est prévue pour l'Afrique Centrale.

Par ailleurs, l'UICN a renforcé les connaissances des acteurs sur les risques climatiques (inondations, salinisation et érosion des terres). En collaboration avec les institutions compétentes en Guinée Bissau et au Sénégal, l'Union a apporté une contribution à l'intégration de l'éducation aux risques de catastrophes naturelles dans les curricula scolaires, par : ❶ la production d'un **guide pédagogique** sur les risques de catastrophes naturelles et ❷ la formation des personnels de l'éducation (inspecteurs et enseignants) sur cette thématique émergeante. C'est dans ce cadre que **60 enseignants** et **modérateurs scolaires** ont été formés sur l'éducation au développement durable.

• Développement de mécanismes innovants de financement de la conservation

Un mécanisme financier additionnel a été mis en place pour encourager les solutions basées sur la nature dans **32 communes** au Burkina Faso. Au total, **80 promoteurs** ont accédé à ce financement pour un montant global de **1 400 millions de francs CFA** au profit des populations dépendantes des forêts. Ces financements ont permis de générer des revenus aux populations locales tout en préservant les ressources forestières. Des financements ont également été octroyés à **50 apiculteurs** de la commune de Dori au Burkina Faso, pour installer **100 ruches**. Aussi, **40 hommes et 10 femmes** ont bénéficié de ce soutien financier pour l'acquisition d'intrants et d'équipements de production maraîchère. Enfin, une stratégie et un plan d'action identifiant l'assiette d'impôts et les financements potentiels aux niveaux communal, régional et national ont été validés et faciliteront la mobilisation des ressources financières pour des activités de restauration dans la forêt communale de Dori au Burkina Faso.

L'UICN a aussi soutenu la mise en œuvre de mécanismes (de gouvernance, juridiques, politiques et financiers, nationaux et internationaux) pour la conservation de la biodiversité et le déploiement des solutions basées sur la nature. L'UICN a bénéficié du Fonds Vert pour le Climat (FVC), dans son programme d'appui préparatoire, de ressources pour un programme en vue du déploiement des solutions basées sur la nature au Cameroun. Ce fonds a permis de renforcer les capacités de l'autorité nationale désignée, d'appuyer les entités d'accès directs et d'élaborer des cadres stratégiques. De manière spécifique :

- ➔ Près de **400 personnes** représentant les groupes d'acteurs clés (administrations, secteur privé, société civile, populations locales et autochtones, partenaires techniques et financiers, etc.) ont été sensibilisées et formées sur l'opportunité que représente le fonds vert pour le climat ;
- ➔ **Un programme pays** (Cameroun) ciblant le FVC a été élaboré ;
- ➔ Plusieurs institutions nationales et internationales s'investissent pour être accréditées au FVC dans la perspective de mobiliser des ressources de ce mécanisme financier.

• Appui à la gestion efficace de paysages terrestres, marins et de bassins versants

L'UICN a assuré la mobilisation de communautés autour d'aires protégées en veillant à leur implication dans tout le processus devant aboutir à la gestion efficace de ces territoires à fort potentiel de conservation (ex : paysage écologique de Mole et paysage de Wassa Amenfi au Ghana). Les gestionnaires des zones de conservation des ressources communautaires (CREMA) au sein de ces paysages ont été activement impliqués dans la protection et la surveillance de ces territoires. Ce qui a permis de réduire les empiétements et les activités illégales, et de renforcer le soutien des communautés aux autorités dans la gestion des zones protégées et des réserves forestières.

L'UICN a aussi réalisé l'évaluation des opportunités de restauration sur les paysages de Mangai en RDC (réserve et domaine de chasse dans la province du Kwilu) couvrant une superficie de **plus d'un million d'ha**. Le même exercice d'évaluation a également été implémenté au niveau de la réserve de Wassa Amenfi et du Parc National de Mole au Ghana.

Aussi, la réserve spéciale d'avifaune du Ndiaël a bénéficié d'importantes actions de restauration. Pour rappel, cette réserve qui a été inscrite au Registre de Montreux depuis 1990 grâce au soutien de l'UICN en partenariat avec l'État du Sénégal, la Banque Africaine de Développement (BAD) et le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).

MEMBRES ET EXPERTS DES COMMISSIONS

En 2018, l'UICN a admis plusieurs nouveaux Membres dont **8** en Afrique centrale et occidentale. Au 31 décembre 2018, l'UICN comptait **102 Membres** en Afrique centrale et occidentale (figure 1), sur les 1360 au niveau mondial, dont **10 États**, **11 agences gouvernementales**, **2 ONG internationales** et **79 ONG nationales**.

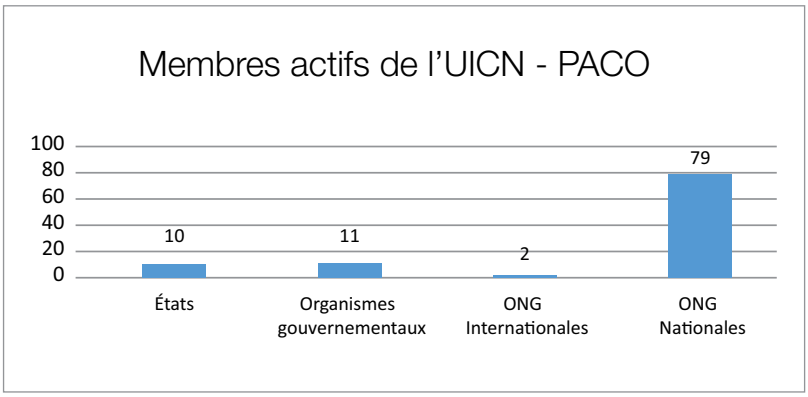


Figure 1 : Ces catégories de Membres au sein de région

Il existe également **1 Comité régional** des Membres (CREMACO), **8 comités nationaux** : Bénin, Burundi, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Guinée Bissau, Mali et Sénégal, et **584 membres de Commissions** (figure 2).

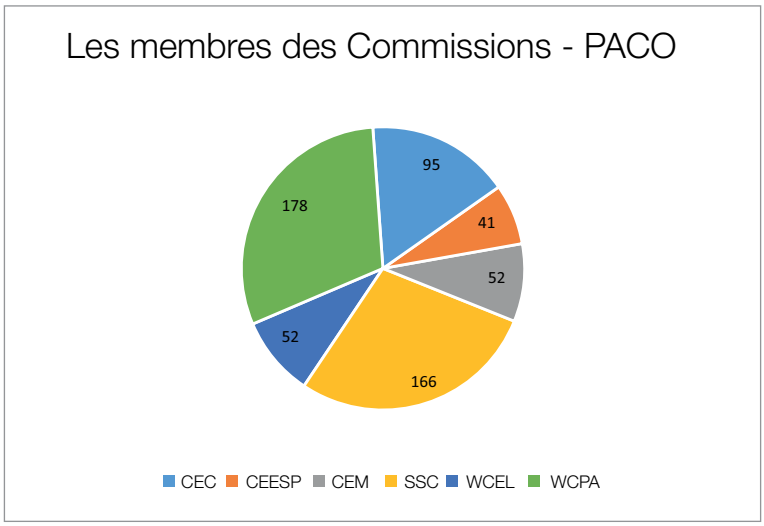


Figure 2 : Les experts des Commissions au sein de la région

IMPLICATION DES MEMBRES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

De façon globale, l'UICN-PACO à travers les Programmes Pays et les Programmes Thématiques Régionaux, planifient leurs activités de façon conjointe ou en cherchant à promouvoir la participation et l'implication des Membres et des experts des Commissions.
Outre ce rapprochement lors des activités de planification, des Membres participent activement à l'implémentation d'actions de terrain au niveau de plusieurs programmes du PACO.
L'année 2018 a vu la consolidation de l'approche «Un seul Programme» à travers de nombreuses initiatives dont :

➔ **En Guinée Bissau**, la collaboration entre les Membres et le Secrétariat a permis de définir des stratégies communes d'intervention. Cette synergie a permis d'aboutir, entre autres, à l'inscription des zones humides nationales comme axe prioritaire de plaidoyer pour 2018-2019 ;

➔ Au Cameroun, la collaboration entre l'UICN et le Gouvernement par le biais de trois départements ministériels (MINEPDED, MINFOF et MINEPAT) a abouti aux résultats suivants :

- une convention a été signée avec le MINFOF pour l'assistance technique au Parc National de la Bénoué. L'objectif étant de contribuer à la sauvegarde de l'intégrité dudit Parc en favorisant la réhabilitation des habitats et leur repeuplement en faune sauvage ;
- le MINEPDED a désigné l'UICN comme agence de mise en œuvre du *Readiness Support Project* pour le FVC. Ce Ministère contribue également à la production des programmes radiophoniques diffusées (information, personnes ressources) par la *Radio Environnement* en vue de l'éducation et la sensibilisation des populations sur les problématiques environnementales ;
- deux projets conjoints sont en cours de développement avec le MINEPAT : l'un sur la restauration des terres dégradées dans l'Extrême Nord du Cameroun et l'autre sur l'appui au développement de l'élevage pastoral.

➔ Le **CEW** et l'UICN ont poursuivi la mise en oeuvre du projet de gestion durable du massif forestier de Ngog Mapubi qui a permis la production d'outils de capitalisation.
Par ailleurs, avec le **CAFER** un autre projet conjoint, soumis pour financement à l'Union Européenne, porte sur l'appui à la réduction des impacts négatifs des activités minières sur les ressources fauniques et forestières.

➔ Avec l'École de Faune de Garoua (EFG), l'UICN a révisé les modules de formation qui intègrent des cours sur la lutte contre la criminalité faunique avec l'appui de TRAFFIC. L'UICN a en outre travaillé avec l'EFG pour le développement du projet d'amélioration des connaissances sur la biodiversité des sites critiques du Bassin du Lac Tchad et envisage une mise en œuvre conjointe.

➔ Le Secrétariat et des Membres de l'UICN (CWCS, CEW et FODER) ont développé le projet « *Supporting Landscapes Restoration and Sustainable Use of local plant species and tree products for Biodiversity Conservation, Sustainable Livelihoods and Emissions Reduction in Cameroon* ». Ce projet a été approuvé par le FEM et des échanges sont cours en vue d'un démarrage prochain.

➔ Un membre de la Commission mondiale des aires protégées s'est associé à l'UICN pour développer un projet d'inventaire et de zonage au sein de forêts communales au Cameroun. Ce projet sera soumis pour financement au consortium FEM/FAO.

- L'UICN met en œuvre conjointement avec le Comité français de l'UICN le projet PPI qui accompagne les ONG (Action Plus, AGEREF-CL, AROCHA-Ghana, BEES, CEM, CEW, CREDI, ERUDEF, Friends of the Nation, Herp-Ghana, *Nature Tropicale*, etc.) ainsi que le réseau RASTOMA, tous Membres de l'UICN.
- Le programme BIOPAMA collabore avec les groupes GPPPAM (*Global Partnership for Professionnalising Protected Area Management*) et SULI de la CMAP et propose un travail qui vise l'amélioration de la gestion des compétences et de la valorisation des acquis pour l'ANPN du Gabon.
- Avec le **programme Forêt**, des organisations Membres de l'UICN ont participé à la mise en œuvre d'activités diverses :
  - en **Guinée**, le Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts est impliqué dans la mise en œuvre du Projet Fleuve Mano ;
  - en **Côte d'Ivoire**, le Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable contribue à la mise en œuvre du Projet «Union du Fleuve Mano», et au développement de projets conjoints à soumettre au FVC et au FEM ;
  - au **Ghana**, A Rocha-Ghana, CODESULT et Ghana Forestry Commission ont été partenaires de mise en œuvre du projet Stabilizing Land Use Project.
- Sur la thématique Ressources en Eau et Zones Humides, les interventions au Mali, au Burkina Faso, au Niger, au Bénin, au Sénégal et au Ghana ont été portées par des structures techniques des ministères en charge de l'environnement et de l'eau. De plus, les actions réalisées dans le cadre du programme SRJS, financées par le Comité néerlandais de l'UICN, ont permis une collaboration avec des ONG Membres de l'UICN (BEES au Bénin ; ONG A ROCHA au Ghana, AGEREF/CL, AGED et NATURAMA au Burkina Faso) pour sa mise en œuvre.

ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS

Célébration du 70ème anniversaire de l'UICN

Depuis sa création le 5 octobre 1948 à Fontainebleau en France, l'UICN est progressivement devenue l'autorité mondiale de référence sur les questions de conservation de la nature et des ressources naturelles. Divers événements et rencontres ont été organisés tout au long de l'année 2018 pour célébrer les 70 ans de l'Union et ont été l'occasion de rallier défenseurs de l'environnement, experts et volontaires à travers le monde à la cause de la nature.

L'UICN-PACO et ses composantes se sont investies dans la célébration de ce 70ème anniversaire et plusieurs supports de communication ont été produits et diffusés (dépliants, dérouleurs, pochettes,…).

Le PACO a aussi participé au défi lancé par le mouvement NaturePourTous en envoyant l'enregistrement de vidéos qui souhaitent «Joyeux anniversaire UICN, NaturePourTous». Elles ont été réalisées en français et en anglais en marge de l'atelier de formation sur la planification et la mise en œuvre d'une stratégie de communication qui s'est tenu à Khartoum au Soudan du 7 au 10 mai 2018, en collaboration avec la Commission de l'Éducation et de la Communication (CEC) de l'UICN. Les vidéos sont disponibles en ligne.

Par ailleurs, le PACO a contribué à promouvoir la page Crossroads, un blog de l'UICN, lancé à l'occasion du 70ème anniversaire de l'Union. Cet espace a été créé pour permettre aux Membres et partenaires de l'UICN d'échanger leurs idées et opinions sur certains sujets parmi les plus controversés et actuels. Crossroads a été conçu pour illustrer le rôle crucial que la conservation de la nature joue dans le développement durable, et montrer la force de l'UICN, et la communauté mondiale de la conservation qu'elle représente, pour participer à la création d'un futur plus durable pour tous.

La Directrice générale de l'UICN en visite de travail dans la région

En 2018, la Directrice générale de l'UICN, Mme Inger Andersen a visité la Mauritanie et le Sénégal. Ce fut l'occasion pour la Directrice générale d'insuffler une nouvelle dynamique dans la région.

Durant son séjour, elle a rencontré les premiers responsables des pays visités pour discuter de l'agenda des questions environnementales au niveau mondial et régional. Elle a également discuté avec le personnel de l'UICN, les Membres, les experts des Commissions et les partenaires de l'Union sur les grands défis environnementaux et les perspectives d'une collaboration pour un monde plus sain qui valorise et conserve la nature. Cette visite lui a également permis de partager sa vision de l'UICN, en tant que Directrice générale, pour les prochaines années.

En Mauritanie, la Directrice générale a eu des rencontres de haut niveau avec les plus hautes autorités du pays, dont le Président de la République, Mohamed Ould Abdel Aziz et le Premier Ministre, Yahya Ould Hademine ; le Président de l'Assemblée Nationale, Mohammed Ould Boilil ; le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable, Amedi Camara ; le Secrétaire général du gouvernement, le Ministre Zeinabou Ely Salem ; Isselkou Ould Ahmed Izid Bih (Affaires étrangères et Coopération) et Nani Ould Chrouga (Pêche et Économie maritime). Avec le Ministre de l'Environnement et du Développement durable, un protocole d'entente soulignant l'approfondissement de la collaboration a été signé et témoigne de l'intention de la Mauritanie de rejoindre l'Union en tant qu'État Membre.

Signature du protocole d'entente en Mauritanie

Comité des Membres de l'UICN-Sénégal recevant Mme la DG de l'UICN

Au Sénégal, en plus du personnel et des Membres de l'Union, Mme Inger Andersen a rencontré de nombreuses personnalités dont le Président de l'Assemblée nationale, Moustapha Niasse, la Présidente du Conseil Économique, Social et Environnemental, Mme Aminata Tall, le Ministre des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, Sidiki Kaba ; le Ministre de l'Environnement et Développement durable, Mame Thierno Dieng ; et le Directeur de Cabinet du Premier Ministre.

Cette visite de travail dans la région a permis à l'UICN de renforcer davantage sa position dans ces pays en particulier et dans la région en général.

Une séance de travail avec le personnel au Sénégal

Les meilleurs exemples de solutions basées sur la nature primés

À l'issue du concours « eau et environnement », **M. Abdou Karim Sawadogo, du journal l'Observateur Paalga** du Burkina Faso **a remporté le 1er prix**, grâce à son reportage intitulé « *Le lac Boukou à Bourzanga : un poumon économique menacé d'asphyxie* » publié dans le quotidien *l'Observateur Paalga* du 29 mai 2018.

Le reportage avait pour but d'attirer l'attention des autorités sur les menaces qui pèsent sur la ressource et encourager la promotion de la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) pour sauver Boukou, l'un des plus importants réservoirs naturels d'eau du Burkina Faso. Il a motivé la réalisation et la diffusion d'une émission par la chaîne de télévision France 24. Par ailleurs, un projet est en cours d'élaboration par le Conseil municipal de la province du Bam, en vue de la restauration dudit lac.

M. Abdoukarim Sawadogo, lauréat du prix

M. Abdoukarim Sawadogo pendant la cérémonie à Stockholm

Organisé par le projet « *Partenariat pour la gouvernance environnementale en Afrique de l'Ouest* » (PAGE), en collaboration avec le Partenariat mondial pour l'eau (GWP) en Afrique de l'Ouest, ce concours avait pour thème « *Gestion des ressources en eau : quelques bons exemples de solutions basées sur la nature* ». Le lauréat a reçu son prix à Stockholm, pendant la semaine mondiale de l'eau et en marge d'un panel sur les résultats du PAGE.

Des capacités renforcées pour une meilleure communication des résultats

L'UICN a continué son rôle de leadership dans les domaines de la biodiversité et des stratégies de réseautage et de communication, dans le cadre du projet de « *Renforcement de la Résilience par le biais de Services liés à l'Innovation, à la Communication et aux Connaissances* » (BRICKS). Dans ce cadre, **41** participants réunis à Khartoum au Soudan, ont bénéficié d'une session de formation en matière de planification et de mise en œuvre d'un plan de communication. Constitués d'experts en communication, de journalistes, de représentants des trois agences d'exécution du BRICKS (CILSS, OSS, UICN), de TerrAfrica et de la coordination nationale de l'initiative de la Grande Muraille Verte au Burkina Faso, ils venaient des 12 pays SAWAP (Bénin, Burkina Faso, Ethiopie, Ghana, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Soudan, Tchad et Togo) et de l'Afrique du Sud.

Chaque représentant de projet SAWAP a élaboré un plan d'action de communication qui prend en compte les publics cibles, les parties prenantes, le message pour chaque cible, les moyens, les activités, les canaux à utiliser, la période de mise en œuvre, la personne responsable de cette mise en œuvre, le budget et la méthode d'évaluation. Il est attendu que l'exercice favorise un meilleur partage des résultats des projets et suscite une gouvernance plus efficace des ressources naturelles en général.

Les participants à l'atelier de Khartoum sur le terrain

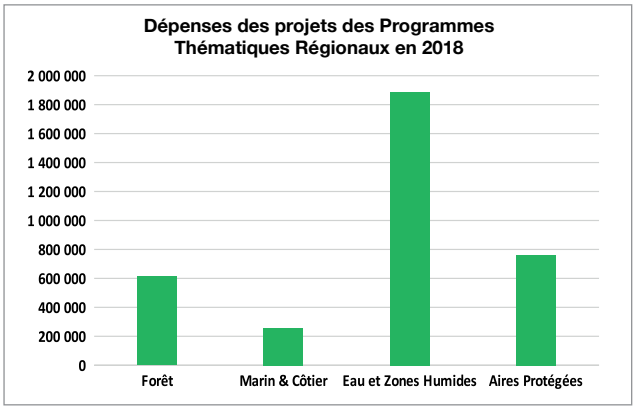
Les participants à l'atelier de Khartoum en salle

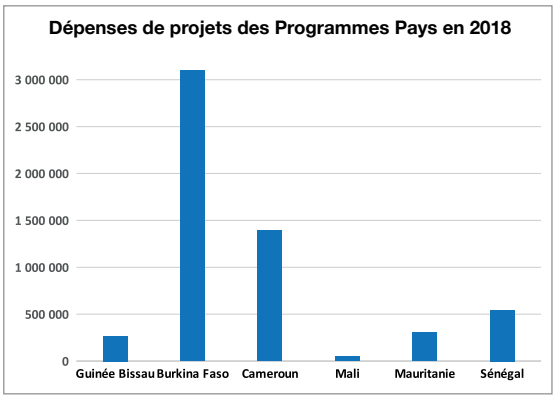
La visite de terrain effectuée dans l'État de Gezira sur un site du projet de gestion durable des ressources naturelles du Soudan fut l'occasion de partager les expériences en matière de gestion des terres et des eaux acquises par le projet en collaboration avec les communautés. La zone de réhabilitation forestière de Wadbugul visitée était, il y a deux décennies environ, une forêt avec une riche biodiversité. Mais, l'état très dégradé de la forêt et du sol a été constaté de visu lors de la visite. Aussi, le jardin communautaire du village de Taybeen situé à quelques kilomètres de la forêt de Wadbugul a également été visité. Plusieurs variétés résistantes d'acacia dont l'*Acacia senegal*, tolérante au stress hydrique récurrent dans la zone (pas plus de 100mm/an) et les arbres fruitiers y sont produites par les femmes pour assurer le reboisement et la production de fruits pour les populations.

SITUATION FINANCIÈRE EN 2018

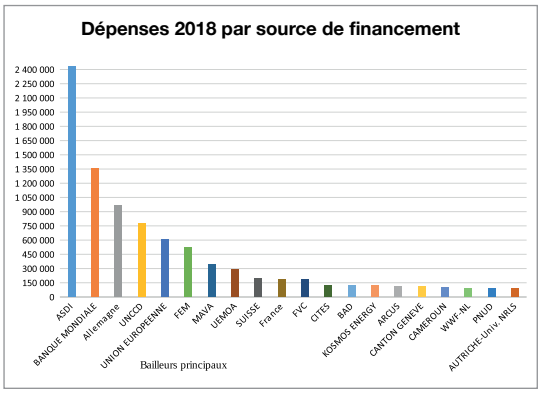
Pour l'année 2018, le PACO a réalisé des activités de l'ordre de CHF 9.2 millions sur un budget de CHF 14.8 millions. Ces dépenses sur les projets ont été effectuées à 38% par l'ensemble des quatre programmes thématiques régionaux (PTR) et à 62% par les programmes pays. En tenant compte du Core fund et des autres ressources, le montant total des dépenses de toute la région est de CHF 11,2 millions.

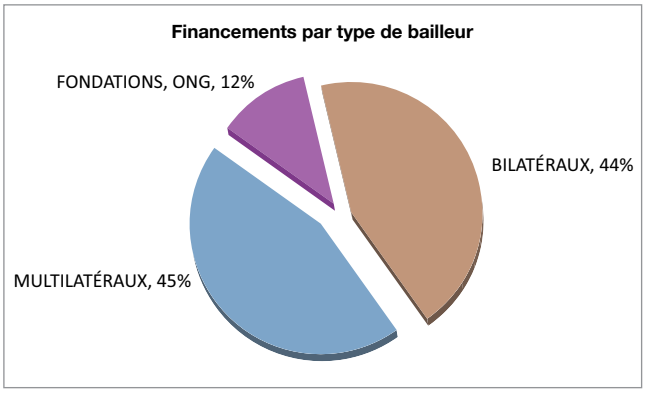
Les sources de financement sont diverses et constituées d'une quarantaine de bailleurs contribuant à des niveaux de financement assez disparates variant de quelques milliers à des millions de CHF.



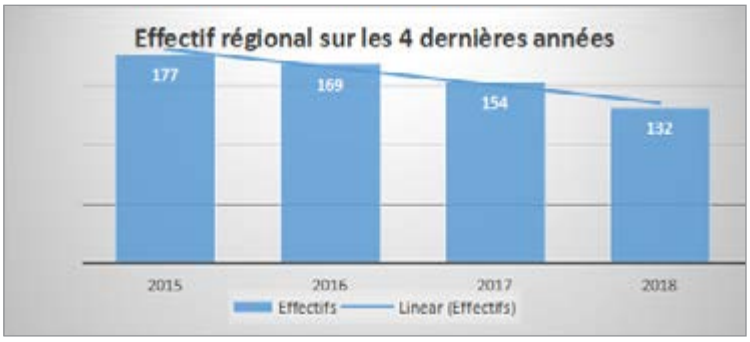


Les fonds dépensés selon les types de bailleur présentent un certain équilibre entre les agences gouvernementales bilatérales (44%) et les organismes multilatéraux (45%). La proportion des financements provenant des fondations, des organisations non-gouvernementales et du secteur privé est de 12%.

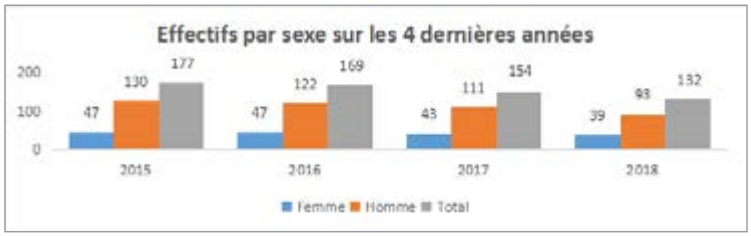


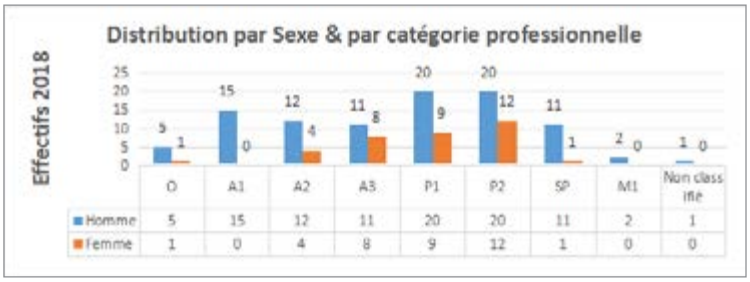


RESSOURCES HUMAINES



L'analyse des effectifs montre que depuis 2015, l'UICN enregistre une baisse constante d'une année à l'autre, avec un pourcentage assez élevé sur la dernière année soit 15%.





Malgré cette baisse, le % de femmes semble avoir été maintenu et tant même à s'accroitre au cours de ces dernières années. Cependant, une analyse plus approfondie basée sur les catégories, montre qu'il y a encore d'énormes efforts à fournir au niveau des postes de responsabilité sénior.

PARTENARIATS STRATÉGIQUES

L'UICN remercie ses partenaires techniques et financiers pour leurs appuis multiformes et leur engagement constant pour la conservation des ressources naturelles et le développement durable.

PUBLICATIONS ET AUTRES PRODUITS

Rapports annuels, résultats d'études et guides

- UICN-PACO (2018). Rapport annuel 2017. Ouagadougou, Burkina Faso. UICN. 36pp.
- UICN-Programme Cameroun (2018). Rapport annuel 2017. Yaoundé, Cameroun. UICN. 48 pp.
- Rapport d'évaluation de la quantité de carbone séquestrée par les massifs forestiers de *Sablogo* et de *Soudougui* ;
- Rapport d'étude sur les filières apicoles dans les localités de la forêt intercommunale de Sablogo (communes de Tenkodogo, Bissiga et Lalgaye), région du Centre-Est ;
- Rapport d'étude sur les chaînes de valeurs des produits de l'apiculture et du rônier dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'appui à l'adaptation des communautés Riveraines des Forêts au Changement Climatique (PACOF-CC) : commune de Soudougui ;
- Rapport d'évaluation de l'état de mise en œuvre de dix-sept plans de développement d'entreprise (PDE) karité ;
- Rapport d'élaboration de deux stratégies pour l'opérationnalisation des fonds locaux d'aménagement et de gestion des forêts dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'appui à l'Adaptation des Communautés Riveraines des Forêts au Changement Climatique (PACOF-CC) ;
- Rapport d'étude sur la documentation de la situation de référence de la forêt communale de Dori et de sa zone d'influence ;
- Rapport d'étude sur les possibilités de création de nouvelles taxes fiscales et parafiscales au profit de la Commune de Dori ;
- Rapport d'étude sur l'identification et l'accompagnement d'une filière de production à valeur ajoutée, promouvant la gestion durable des terres dans la commune de Dori ;
- Guide des maîtres sur l'éducation aux risques de catastrophes naturelles ;
- Document de capitalisation des connaissances, pratiques traditionnelles, technologies appropriées et innovations (foncier, agricole, forestier et culturel) en milieu rural au Burkina Faso.

Vidéo et autres productions

- Bulletin d'information PACO News ;
- Vidéo de capitalisation du projet d'appui à la gestion durable du massif forestier de Ngog Mapubi ;
- Affiches sur le changement climatique, causes et conséquences (arabe) ;
- Boîte à images sur les différentes techniques d'adaptation par secteur clé (agriculture, élevage et pêche) ;
- Water briefing (français-anglais) sur deux thématiques :
  - La Gestion concertée des ressources en eau partagées : pour une responsabilisation des acteurs locaux et une utilisation durable de l'eau ;
  - GIRE : Changer Les approches pour concilier barrages et développement durable inclusif en Afrique de l'Ouest ;
- Plaquette ORYX, réseau de leaders issus des différentes catégories sociales de cinq pays.

Publication en partenariat

- *The Green Economy Barometer 2018 Senegal* – Co-produit par IUCN, IED, Green Economy Coalition.

œuvrer pour un monde juste qui valorise et conserve la nature

UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE

Direction Régionale
Programme Afrique Centrale et Occidentale - PACO
01 BP 1618 Ouagadougou 01
Burkina Faso
Tél. : +226 25 37 42 16
E-mail : paco@iucn.org
www.iucn.org/fr/regions/afrique-centrale-et-occidentale

twitter.com/iucn
facebook.com/iucn.org